La présidence française du Conseil de l’UE aura un impact sur le partenariat maroco-européen (Expert au PCNS)

14.01.2022 La présidence française du Conseil de l’UE aura un impact sur le partenariat maroco-européen (Expert au PCNS)

La présidence française du Conseil de l’Union européenne (UE), qui a débuté en janvier pour une durée de six mois, aura un impact sur le partenariat Maroc-UE, a estimé l’analyste en relations internationales au Policy Center For The New South (PCNS), Hamza Mjahed.

Dans un policy brief publié sous le titre « *La France aux commandes de l’Union européenne : les enjeux, les contraintes et les perspectives de la présidence française*« , l’expert jette un focus sur quatre dossiers que Rabat doit surveiller de près.

D’abord, précise l’expert, la Conférence sur l’avenir de l’Europe qui révélera le degré d’ambition de l’UE à amorcer une nouvelle réforme institutionnelle et la refonte des politiques dans tous les domaines, tels les relations commerciales et la politique étrangère, deux dimensions

essentielles dans les rapports du Maroc avec son plus grand partenaire commercial. Deuxièmement, la Boussole stratégique, qui selon l'auteur de cette analyse, permettra à l'UE d'envisager, à l'avenir, d'intervenir militairement, avec une empreinte de 5.000 soldats, dans des zones de crises qu'elle considère menaçantes à sa sécurité, comme le Sahel. Cela signifie que le Maroc devra composer avec une Union qui se veut géopolitiquement plus imposante sur les questions liées à la sécurité et à la stabilité du voisinage immédiat marocain. Troisièmement, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, dont l'adoption peut endommager l'intégrité des échanges du Maroc avec l'UE, en affaiblissant l'industrie et l'agriculture marocaine, fait-t-il savoir, soulignant que le Maroc devra accélérer ses propres efforts de décarbonisation.

Concernant le quatrième volet de la réforme de l'espace Schengen, il explique que la migration a approfondi le partenariat entre le Maroc et l'UE, devenant une facette importante de la relation, insistant que le Maroc devra prêter une attention particulière aux réglementations que l'UE adoptera. Explorant par ailleurs les enjeux, les contraintes et les perspectives de ladite présidence, M. Mjahed rappelle que le Conseil de l'UE, qui réunit les ministres des États membres de l'UE, joue un rôle important de partage du pouvoir législatif et budgétaire avec le Parlement européen, ainsi que de coordination des politiques de l'Union. Cela dit, la présidence française du Conseil pourrait concrétiser les grandes ambitions de la France pour l'UE, explique-t-il, ajoutant que la doctrine du président français Emmanuel Macron serait d'approfondir l'intégration politique de l'Union et de donner à l'Europe l'esprit et les moyens pour faire face aux bouleversements écologiques, sécuritaires, énergétiques et technologiques qui menacent la place de l'Union dans un monde en profondes ruptures. Cependant, Hamza Mjahed note que la réalisation de ces objectifs n'échappera pas aux défis

auxquels est confronté l'UE (Covid-19, relance de l'économie européenne sur la base des transitions numériques et écologiques, pression migratoire dans le voisinage européen…etc), classifiant ainsi les enjeux majeurs de la présidence française en deux dimensions : géo-économique et géopolitique.

Sur le plan géo-économique, l'auteur précise que l'importance des transitions écologique et technologique s'est accrue avec la crise sanitaire, en ce sens qu'elles sont toutes les deux désormais au centre du renouveau économique de l'UE. Au volet technologique, la France veut assurer « *le positionnement de l'Europe* » dans le monde, fait-il observer, ajoutant qu'en bâtissant de nouvelles filières innovantes de haute intensité technologique (5G, intelligence artificielle, cloud..etc.), l'UE améliorera sa compétitivité technologique, et la présidence française soutiendra une série de plans d'investissements et d'alliances industrielles européennes, ainsi que l'adoption du règlement sur les marchés et les services numériques. Concernant l'écologie, l'analyste avance qu' »*une des priorités pour les Français est de progresser dans la mise en œuvre du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Un succès sur ce dossier serait un énorme pas en avant pour pousser le pacte vert de l'UE au-delà de sa phase naissante. Atteindre la neutralité climatique en 2050 sera une tâche difficile pour l'UE car elle suggère une profonde transformation de l'appareil productif européen*« .

Pourtant, l'adoption de la taxe carbone n'est pas seulement une question technique, car elle a des dimensions géopolitiques et géo-économiques, en redéfinissant les relations commerciales entre l'UE et ses pays partenaires, compliquant ainsi les autres facettes des relations allant de la migration à la sécurité, en passant par le commerce,

estime-t-il. S’agissant des enjeux géopolitiques, l’auteur souligne que la souveraineté de l’UE est aussi un enjeu de taille, et ce dossier est inextricablement lié à deux événements qui aboutiront durant la présidence française : la Conférence sur l’avenir de l’Europe et la Boussole stratégique.

« *Le premier a une dimension interne. La Conférence permettra d’identifier les aspirations politiques des citoyens européens, et sur un potentiel de réformes des institutions et des traités qui pourrait encore approfondir l’intégration politique des États membres de l’UE*« , explique-t-il.

« *Le second, la Boussole stratégique, est lié à la dimension extérieure. Ce document, qui sera adopté en mars 2022, précisera la doctrine sur la défense et la sécurité européenne pour aboutir à une analyse partagée entre les États membres sur l’environnement extérieur de l’UE et la dotant de capacités de projection de puissance (hard power). Le processus de réflexion de la Boussole stratégique repose sur quatre dimensions: gestion des crises, résilience, développement des capacités et partenariat*« , poursuit-il.

« *Enfin, selon l’auteur, l’Afrique fait l’objet d’un vif intérêt de la part de la présidence française. Après un long report du sixième Sommet UA-UE, qui se tiendra en février 2022, la présidence française entend renouer avec l’élan suspendu à la suite de la crise sanitaire et façonner un nouveau partenariat avec l’Afrique sur les questions de migration, de sécurité, de commerce, de santé et du changement climatique*« . La France détient ainsi des piliers solides pour relancer la relation entre l’Afrique et l’Europe, à l’heure où d’autres puissances semblent gagner du terrain en Afrique,

conclut-il. Pour la première fois depuis 2008, la France préside le Conseil de l’Union européenne (UE) pour six mois à partir de janvier 2022.

Source : https://maroc-diplomatique.net/la-presidence-francaise-du-conseil-de-lue-aura-un-impact-sur-le-partenariat-maroco-europeen-expert-au-pcns/